

## **Ce que nous devons à Pierre Mauroy : de la gratitude**

François Rebsamen, ancien sénateur, maire de Dijon, président de Dijon-Métropole

Pierre Mauroy avait choisi ce lieu, le Sénat, pour y exercer l'ultime mandat confié à lui par le peuple français. Homme d'État d'envergure et de forte conviction, Pierre Mauroy, fut saisi d'une « passion politique » qui ne le quittera pas et qui le conduira à incarner les valeurs de la social-démocratie française pendant plus de soixante ans.

## **Sa terre, le Nord et Lille, la capitale de son cœur**

Il la vivra à toutes les étapes de sa longue carrière, au fil des responsabilités exercées au plan local, national et international, de simple conseiller général, en passant par député, maire de grande ville, premier chef de gouvernement de gauche de la V<sup>e</sup> République, sénateur, fondateur-président de la Fondation Jean-Jaurès et président de l'Internationale socialiste. Aussi loin que remontent ses souvenirs, le besoin d'engagement a toujours été présent et constitue le cœur de son identité. La passion de la vie locale l'habite très tôt. Né dans le Nord et amoureux de sa région comme de la ville de Lille qu'il gère pendant près de trente ans, Pierre Mauroy est saisi dès son plus jeune âge de cette attirance pour la politique à laquelle il donne tout son être. Sa terre, c'est le Nord. C'est au Nord, écrit-il, que « je dois d'être l'homme que je suis ». Sa terre, c'est aussi Lille dont il est le maire, de 1973 à 2001.

Pour être maire, il faut d'abord, je crois, aimer profondément sa ville et ses habitants, j'ajoute, tous ses habitants. Les Lillois ont éprouvé à l'égard de Pierre Mauroy une profonde reconnaissance pour leur avoir permis de partager aussi intensément un moment de leur vie et de leur histoire. Une belle et grande vie, c'est une vie mise au service de quelque chose de plus grand que soi. Et s'intéresser à l'histoire locale et régionale. C'est je crois, le souci de quiconque aime une ville : qu'elle grandisse sans perdre son âme, son caractère, qu'elle prépare son avenir sans faire injure à son passé. Lille, c'était la capitale de son cœur. Pierre Mauroy la modernisa, la transforma, la tourna vers l'Europe. Lille dont il fit, avec la Communauté urbaine, une grande métropole économique et culturelle.

## **Maire avec passion, le plus beau mandat**

Lille, c'était sa fierté et son refuge. Cette priorité a toujours existé, même quand il était Premier ministre. Quelles que furent les difficultés et les exigences qu'elles imposaient, il est resté en toutes circonstances au service de sa ville. Maintes fois on lui a posé cette question : parmi toutes vos fonctions, quelle est celle qui vous tient le plus à cœur ? Il a toujours fait la même réponse, ce qu'il aura préféré dans sa vie, c'est être maire de Lille. Il a exercé ses fonctions de maire avec passion. Pour lui, comme il a eu l'occasion de le dire, « c'est le plus beau mandat », celui qui ne trompe pas : impossible de l'exercer sans comprendre sa ville et sans s'en imprégner quotidiennement. Tout simplement, il aime sa ville, « le lieu de tous les possibles, de toutes les rencontres, le rendez-vous des plus belles richesses, celles de l'art et de la culture, en même temps que des plus criantes pauvretés

depuis sa plus tendre enfance, Lille a toujours attiré Pierre Mauroy. Ayant eu l'opportunité d'en devenir le maire, les liens affectifs avec Lille ne pouvaient que se resserrer, au fil des ans et des efforts qu'il consacrait à son embellissement comme au bien-être de ses habitants. En 1982, la mairie est la première en France à signer le "contrat de solidarité" inventé par son gouvernement, accordant du même coup à son personnel le rythme de 35 heures hebdomadaires avec presque vingt ans d'avance, et créant en contrepartie plus de deux cents emplois ! Plus tard, dans les années 1990, Lille innovera encore en étant la première ville française à développer un véritable plan de création d'emplois d'insertion financé par des fonds publics. Dès sa prise de fonctions, il a le sentiment, je le cite, que pour favoriser de nouvelles activités économiques, attirer de nouvelles entreprises, Lille doit se montrer séduisante afin que son image devienne positive et que les cadres ne soient plus effrayés à l'idée d'être mutés dans "ce Grand Nord noir et pluvieux" qu'on se complaît trop souvent à décrire.

## **Remettre l'homme au centre de la société moderne**

Mieux que quiconque, il avait compris que la civilisation commençait quand la politique et l'esthétique se liaient l'une à l'autre, pour toucher l'âme et le cœur. La ville est faite pour l'Homme. C'est l'oubli de ce principe qui a conduit nos grandes villes à cette sorte de démesure qui rend la vie si dure à tant de leurs habitants. Pierre Mauroy croit à la force de la volonté politique quand elle s'applique avec constance,

détermination et réalisme à la poursuite d'objectifs essentiels pour la vie des habitants. Pierre Mauroy a tracé le chemin et donné la direction : remettre l'homme au centre de notre société moderne, lui redonner sa place et toute sa place pour évoluer dans un monde en paix et dans un monde plus juste.

En 1989, il devient président de la Communauté urbaine de Lille et sera réélu en 1995 et en 2001 avant de passer le flambeau à Martine Aubry en 2008. Dans un vibrant hommage à Pierre Mauroy, lors de sa disparition, en juin 2013, la maire de Lille et alors présidente de Lille métropole communauté urbaine, rappela que Pierre Mauroy avait mené les plus rudes batailles, celle du Tunnel sous la Manche, celle du TGV "ce train, Lille ne doit pas le rater !", celle d'Euralille, un véritable défi urbanistique et économique, celle de la constitution d'une métropole rassemblée et rayonnante, forte de 87 communes à l'ambition partagée, celle de la fondation d'Eurométropole, un combat que Pierre Mauroy porta en Européen convaincu. Il s'est également attaché à développer la notoriété de la métropole au plan international avec la candidature de Lille aux Jeux olympiques et Lille 2004, capitale européenne de la culture.

### **La décentralisation républicaine**

Parmi toutes les réformes, la décentralisation, sujet récurrent de débats politiques depuis longtemps, est l'un des grands chantiers de l'édile du Nord. Dès juillet 1981, le premier projet de loi sur la décentralisation est discuté en première lecture, suivi par les lois Defferre de 1982 et 1983. Le premier acte de la décentralisation transfère le pouvoir exécutif régional du préfet au président du conseil régional. À travers plusieurs dizaines de textes, la décentralisation libère les collectivités locales de la tutelle de l'État, en élargissant leurs pouvoirs ou en organisant l'élection au suffrage universel des conseils régionaux.

L'expérience acquise depuis Pierre Mauroy est largement positive. Elle a donné aux Français le goût d'aller plus loin. De nombreux bilans ont été faits et un large consensus — toutes les enquêtes l'attestent — existe. Plus personne, aujourd'hui, ne conteste l'opportunité de la réforme de la décentralisation qui a donné aux élus locaux les moyens de mieux accomplir leur mission et a permis de rendre leur action plus efficace. Nous mesurons à quel point ce premier élan a profondément façonné l'image de notre pays en faisant émerger les collectivités territoriales. La décentralisation a permis à la diversité des territoires d'être reconnue, en libérant les initiatives locales et redonnant à la décision politique les vertus de la proximité.

Pierre Mauroy voulait de toute urgence réviser les cadres de l'action publique pour tirer tout le potentiel de cette diversité et admettre enfin que la proximité est un ferment de créativité et donc de prospérité dans le cadre d'un dialogue respectueux et permanent avec l'État, d'égal à égal. Pierre Mauroy était le symbole de l'engagement, de l'énergie qu'il consacra aux territoires urbains. Il sut rester mobilisé pour les défendre, offrir à chacun les moyens de s'épanouir et d'inventer un avenir meilleur, préserver les acquis positifs et inventer les solutions de demain.

Premier ministre, il engagea de grandes réformes qui demeurent, encore aujourd'hui, comme autant d'acquis, de la décentralisation à l'abolition de la peine de mort, de la cinquième semaine de congés payés à l'instauration de l'impôt sur les grandes fortunes. Il accorda le droit de partir à la retraite à soixante ans à tous ceux qui n'avaient plus le temps d'attendre, tant la vie les avait usés. Des lois de décentralisation. Il les a voulues, en très grand maire qu'il était, parce qu'il savait que l'avenir de la France se jouerait aussi dans l'alliance entre l'État et les collectivités territoriales. Quarante ans plus tard, nous mesurons combien il avait eu raison.

Près de vingt ans après la réforme de 1982, c'est avec une réelle satisfaction qu'il a animé les travaux de la Commission pour la décentralisation dont Lionel Jospin lui a confié la présidence au mois d'octobre 1999. Il pensait qu'ils devaient affirmer une grande ambition, déjà traduite dans la loi sur l'intercommunalité de Jean-Pierre Chevènement et bien relayée ensuite par Daniel Vaillant. Cette commission a dressé un inventaire et proposé un programme de réalisations. Si sur 154 propositions, 120 faisaient l'objet d'un consensus, ses membres pouvaient aller beaucoup plus loin que ce que la droite acceptait. Cependant, ne voulant pas être entraînés par la dynamique qu'ils proposaient, certains de ses représentants ont démissionné de la commission un mois avant qu'il ne remette son rapport au Premier ministre. Il l'a d'autant plus regretté que ce départ n'était pas justifié par de véritables désaccords de fond. Cependant, une loi sur la démocratie de proximité a bien été promulguée, et il salua les efforts méritoires de Daniel Vaillant. "Elle constitue une réelle avancée vers une démocratie plus participative, sachant que, plus largement, l'État doit encore affirmer davantage son autorité en se réformant lui-même et en généralisant les politiques de proximité."

Pour Pierre Mauroy, la décentralisation est en effet d'abord républicaine. "Nous avons à modifier, et

parfois à inverser, les rapports entre les éléments constitutifs de la République, entre l'État et les collectivités locales. Mais nous devons préserver l'esprit de la République et la force de sa devise. La liberté bien entendu, qui conduit à la fin de la tutelle. Mais aussi l'égalité dans le traitement. Or, sur ce point, la droite a une propension accusée à privilégier les contrats de toute nature, allant même jusqu'à l'expérimentation débridée. Ainsi, à une décentralisation institutionnelle et républicaine, elle tend à substituer une nébuleuse aux contours encore incertains."

Pierre Mauroy avait compris que la décentralisation qui a produit de grandes et belles avancées en irriguant le territoire français était menacée. Toutes les décisions prises concernant les collectivités locales convergent aujourd'hui pour constituer ce qu'il faut bien appeler un mouvement de recentralisation accélérée, d'étatisation qui ne dit pas son nom et qui va non seulement à l'encontre des besoins et des attentes des territoires, mais également à contre-courant de leur développement économique. Au lieu d'un nouveau souffle espéré et nécessaire de la décentralisation, nous assistons à un affaiblissement incessant des collectivités, et notamment des communes. L'autonomie financière des collectivités est en voie de disparition, parce qu'au lieu de disposer de ressources propres maîtrisables, elles en sont réduites à dépenser seulement les moyens que l'État veut bien leur octroyer. Le jacobinisme ne devait plus être, selon lui, un dispositif infantilisant et descendant mais le résultat d'un dialogue respectueux et permanent, d'égal à égal. Il pensait qu'il était plus que temps de faire des collectivités les premiers acteurs de leur propre développement, de les laisser décider quelles politiques elles veulent mener et de quelle manière. Or, l'absence de prévisibilité et de stabilité financières font qu'une forme de défiance entre l'État et les territoires s'est instaurée. Les élus locaux ont retenu la leçon depuis longtemps : ce qui doit être compensé finit par ne plus l'être.

En précurseur, Pierre Mauroy avait compris que les territoires et les élus locaux ne pouvaient pas se gouverner de manière verticale et jupitérienne, et qu'il fallait installer le gouvernement et l'État dans un processus de discussion permanente. Pierre Mauroy était demandeur de la prise en compte de la spécificité de chaque collectivité. Il portait l'ambition raisonnable de la "République des territoires" dont les collectivités locales sont, par nature, la clé de voûte. Les collectivités locales étaient pour lui les piliers de la République décentralisée.

## **Solidarité avec les plus faibles**

Pierre Mauroy voulait que nous restions mobilisés pour défendre les territoires, offrir à chacun les moyens de s'épanouir et d'inventer un avenir meilleur, préserver les acquis positifs et inventer les solutions de demain. "La compétence des collectivités territoriales — je le cite — n'est pas une marchandise que l'on adapte au gré des circonstances, mais une donnée essentielle qu'il faut savoir respecter même si l'application peut exiger une certaine souplesse. La décentralisation doit aussi être une forme supérieure de solidarité, qui justifie la participation de l'État au moyen de dotations importantes, pour assurer une péréquation significative. Une décentralisation de gauche aurait pu faire rêver les gens. Le développement de l'intercommunalité, la création de régions plus grandes et plus influentes, le rapprochement des lieux de décision, ouvrent en effet des perspectives révolutionnaires en termes de participation citoyenne, de solidarité des territoires, de dynamisme économique. Face à des enjeux qui sont largement européens ou mondialisés, les politiques de proximité doivent prendre toute leur mesure pour que les citoyens se sentent acteurs de leur destin. Ce défi, nous ne l'avons pas encore suffisamment relevé."

Courage, lucidité, authenticité mais aussi vision de l'avenir et solidarité avec les plus faibles, tel était le sens de son engagement. Pierre Mauroy savait mobiliser par son charisme, les intelligences, les générosités et les forces vives. Il était une vraie force vive en marche et fut l'artisan d'une certaine idée de la France, exigeante et généreuse. Je repense, en cet instant, à l'ultime message de ses Mémoires. Il écrit : " Les hommes passent avec le reste. Mais les justes causes, elles, ne meurent jamais ". Pierre Mauroy a modelé son temps par son action, ses écrits, ses refus et ses adhésions et c'est à cette grande figure du socialisme que nous sommes fidèles. Sa vie offre une belle leçon politique pour l'ensemble des Français. Elle nous montre que l'on peut avoir le sens des responsabilités et conserver son idéal. Comme beaucoup de femmes et d'hommes de gauche, comme beaucoup de nos contemporains, si je devais résumer ce qui nous lui devons, je dirais un seul mot : celui de gratitude.